

10^e anniversaire

Bulletin FrancoPaix



UQAM

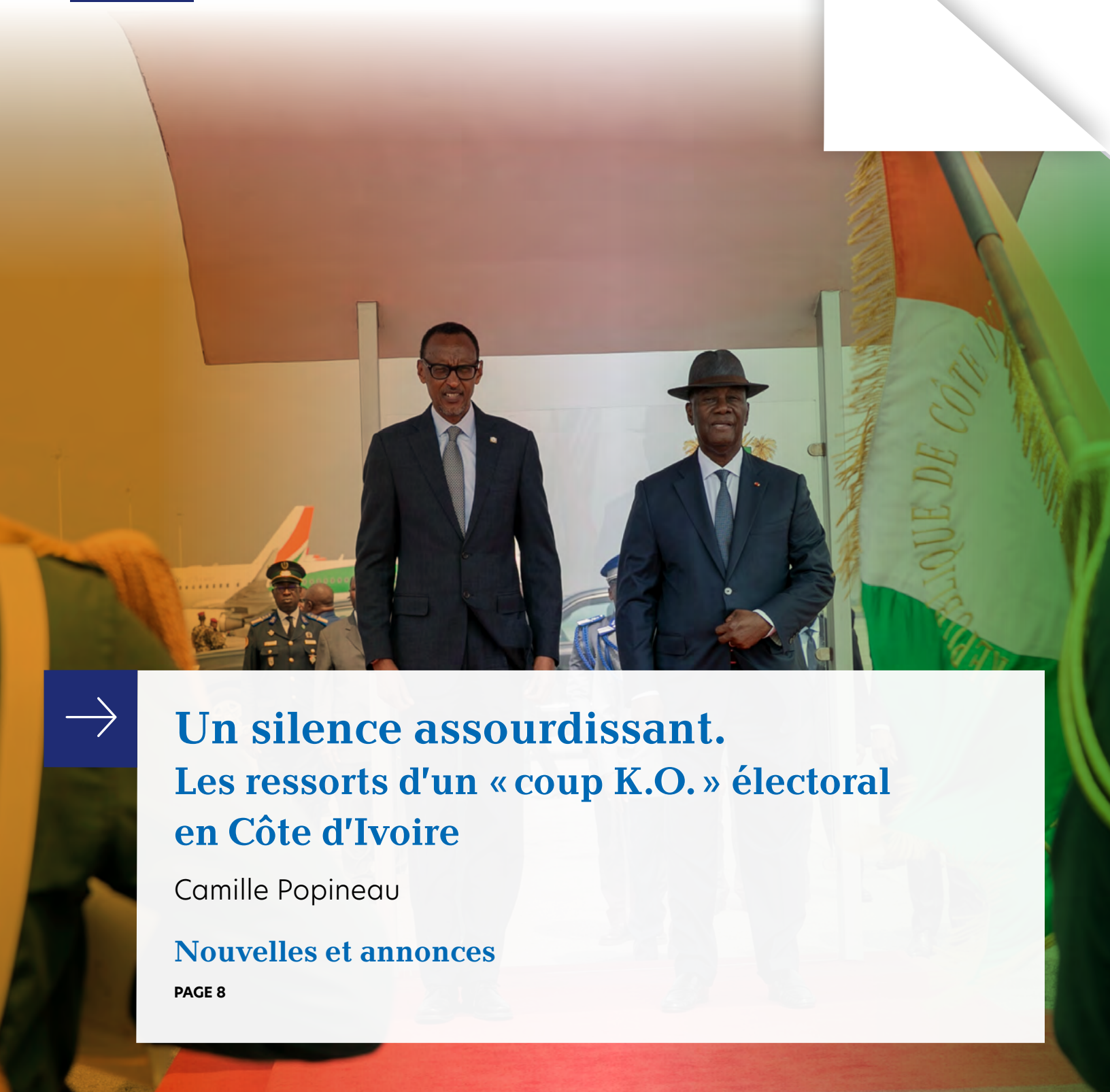


CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 11, n° 4

AVRIL 2026



Un silence assourdissant. Les ressorts d'un « coup K.O. » électoral en Côte d'Ivoire

Camille Popineau

Nouvelles et annonces

PAGE 8



Un silence assourdissant. Les ressorts d'un « coup K.O. » électoral en Côte d'Ivoire

Camille Popineau

Camille Popineau

Docteur en science politique et
chercheuse associée
au Centre européen de sociologie et
de science politique



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le 25 octobre 2025, Alassane Ouattara a été réélu président de la Côte d'Ivoire avec 89,77 % des voix, entamant ainsi un quatrième mandat. Son parti a ensuite consolidé sa majorité lors des législatives du 27 décembre.

Si ce scrutin « coup K.O. » s'est déroulé sans violence majeure, contrairement au précédent, il reflète néanmoins une fermeture du jeu politique, l'exclusion des ténors de l'opposition et un fort quadrillage sécuritaire du territoire.

Le discours de stabilité économique, politique et sécuritaire contribue à légitimer le pouvoir d'Ouattara dans un contexte sous-régional secoué par les coups d'État, les tensions avec l'Alliance des États du Sahel voisine et la menace djihadiste. Cette promesse de stabilité tend ainsi à justifier un resserrement autoritaire.



Photo de couverture : Visite officielle d'Alassane Ouattara (à droite) à Kigali, Rwanda.
Crédit photo : Présidence du Rwanda, 19 juin 2016.

Le 25 octobre 2025, Alassane Ouattara a été réélu président de la Côte d'Ivoire grâce à un score écrasant de 89,77 %, ouvrant la voie à un quatrième mandat pour celui qui tient les rênes du pays depuis la fin de la guerre en 2011¹. Dans la foulée, les élections législatives du 27 décembre ont permis au parti au pouvoir (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix – RHDP) de renforcer encore sa position dans l'hémicycle, grâce à l'obtention de 197 sièges sur 255, soit un gain de 44 nouvelles circonscriptions². Relativement au scrutin de 2020, marqué par un boycottage actif des principaux partis d'opposition et par de violents affrontements ayant mené à un bilan officiel de 85 morts et 484 blessés³, l'élection présidentielle de 2025 s'est caractérisée par un certain « calme⁴ » et n'a, en tout cas, pas été aussi « explosive » qu'attendu⁵ – malgré un bilan désastreux de 11 morts et 71 blessés⁶. L'opposition avait pourtant plusieurs raisons d'être en colère. Avec l'élimination des deux principaux opposants, Laurent Gbagbo (PPA-CI) et Tidiane Thiam (PDCI) – alliés au sein d'un front commun – et l'interdiction de toute manifestation et tout rassemblement organisés par des groupements politiques autres que les candidats officiels⁷, le régime Ouattara affichait une absence sérieuse d'ouverture du débat à l'expression pluraliste et multipliait les sources de contestation.

Comment expliquer un tel « coup K.O. » électoral et le relatif silence de la rue comme de l'opposition comparativement à 2020 ? Si le parti au pouvoir y voit un signe d'apaisement politique et social⁸, l'explosion du nombre d'arrestations politiques (1658) et de condamnations à des peines de prison avant et pendant la période électorale invite à considérer moins le calme de l'élection que l'inquiétant silence qu'il révèle, et le renforcement d'autres formes de violences politiques.

Cet article propose quelques clés de lecture pour comprendre ce qui s'est joué dans cette dernière séquence électorale, et pour saisir plus largement ce que celle-ci nous dit des logiques d'hégémonie et de resserrement autoritaire en Côte d'Ivoire dans un contexte structurant d'instabilité sous-régionale. Il montre la façon dont les logiques complexes de répression, de régulation sociopolitique et de concentration du pouvoir s'articulent à un discours de stabilité à la fois économique, politique et sécuritaire, qui produit les conditions d'une fermeture démocratique. L'absence de violences électorales révèle d'autres formes de violence et souligne la capacité du parti à dépolitiser les enjeux, en mobilisant un discours de reconstruction post-conflit, d'émergence économique et d'exception sous-régionale. Ces analyses sont issues d'un travail de long court, mené en doctorat puis en postdoctorat depuis 2016, et s'appuient sur 25 mois

d'enquête de terrain sur les transformations politiques du pays depuis 1990.

La fermeture du jeu politique ivoirien

L'élection d'octobre 2025 témoigne d'une dynamique de verrouillage politique puissant⁹, visible en premier lieu dans la liste des candidats validée par le Conseil constitutionnel le 8 septembre 2025. Celle-ci excluait les deux candidats représentant une réelle concurrence politique, Laurent Gbagbo – du fait d'une condamnation judiciaire datant de 2018 – et Tidiane Thiam – du fait d'un défaut de nationalité¹⁰. Cette fermeture politique est également visible dans le silence de l'opposition. Si un boycottage actif avait caractérisé l'élection de 2020, le front commun du PDCI et du PPA-CI¹¹ a été bien plus fragile cette fois-ci. Ce constat est lié à une double dynamique : la transformation du jeu partisan et le tournant répressif.

Depuis quelques années, le champ politique ivoirien connaît des mutations profondes. Elles sont notamment dues à l'affaiblissement du PDCI, depuis la mort d'Henri Konan Bédié en 2023, ainsi que de l'aile gauche de l'échiquier ivoirien, en raison des divisions internes et des scissions successives qu'a connues le FPI de Laurent



Photo : Rencontre de campagne du FPI de Laurent Gbagbo (élections de 2015), Abidjan.
Crédit photo : Clara Sanchiz, 17 mai 2014.

Gbagbo depuis sa chute en 2011. De façon plus conjoncturelle, cette érosion a été largement accentuée par le déploiement d'un arsenal répressif majeur contre les militants pro-Gbagbo et pro-Thiam. Les arrestations et condamnations judiciaires ainsi que les restrictions claires des droits d'expression et de manifestation, d'ailleurs dénoncées par Amnesty International¹², ont un effet direct sur la vitalité de l'opposition. La violence de cette répression est d'autant plus grande qu'elle s'est réalisée de façon « discrète » : des rapports des partis d'opposition rapportent des violences physiques majeures dans certains villages de l'ouest du pays, qui n'ont fait l'objet d'aucun article ni commentaire public¹³.

Cette fermeture ne date pas d'aujourd'hui et s'inscrit dans un système politique post-conflit plus large. L'exclusion de Guillaume Soro en 2019 était déjà un bon indice. Ancien chef de la rébellion qui a contribué à l'accès au pouvoir d'Alassane Ouattara en 2011, Soro s'était allié à ce dernier après la guerre. Il avait pris la fonction très symbolique de second personnage de l'État, en acceptant la présidence de l'Assemblée nationale. Cet équilibre post-conflit a duré aussi longtemps que Soro a bien voulu rester dans le giron présidentiel. Son entrée dans la course électorale avec l'annonce de sa candidature à la présidentielle de 2020 a été suivie de son exclusion quasi immédiate du champ politique via l'émission d'un mandat d'arrêt international alors qu'il était à l'extérieur du pays. L'arrestation de ses partisans, de son chef de protocole

et de députés pourtant protégés par l'immunité parlementaire, illustre la logique du système post-conflit : toute personne qui remet en cause l'ordre politique établi et omet de se rallier au parti au pouvoir est exclue du jeu¹⁴.



« Depuis quelques années, le champ politique ivoirien connaît des mutations profondes. »

La mémoire de la crise électorale de 2020¹⁵ a participé à cette fermeture du pluralisme – par le haut comme par le bas. Pour le régime, l'enjeu d'organiser une élection sans « bruit » était important en termes d'image projetée au niveau national comme international. Il a justifié le déploiement de 44 000 militaires sur l'ensemble du territoire, amenant à un quadrillage sécuritaire jamais égalé dans le pays pour une élection¹⁶. De l'autre côté, la mémoire populaire des violences de 2020, mais aussi de celles subies lors des élections compétitives ayant eu lieu depuis l'instauration du multipartisme (2000, 2010¹⁷) ainsi que lors de la récente guerre civile (2002-2011), a contribué à alimenter et à infuser un sentiment de peur dans la société. Cela explique en grande partie le silence de la rue et des partisans de l'opposition.

Un parti (et un) État en campagne

L'élection d'octobre 2025 a aussi mis en lumière la force et l'hégémonie du parti au pouvoir¹⁸. Si cette force réside dans la capacité du régime à exclure violemment les opposants politiques, elle tient tout autant à sa capacité à élargir ses bases sociales et politiques, par l'assimilation de nouveaux segments sociaux, notamment élitaires¹⁹. En 2011, l'arrivée d'Ouattara et de son parti, le Rassemblement des républicains (RDR), à la tête de l'État permet à une coalition, formée en 2005²⁰ et réunissant au sein du RHDP de nombreux cadres opposés au régime Gbagbo, d'accéder au pouvoir. La mise en place de cette coalition s'est néanmoins accompagnée d'une dynamique hégémonique du RDR, qui s'illustre particulièrement bien avec la transformation statutaire du RHDP en 2018. D'alliance politique, le RHDP s'est mué en parti politique unifié et a remplacé le RDR, donnant finalement lieu à une fusion partisane autour d'Ouattara. Si cette stratégie a momentanément fragilisé la coalition, en provoquant le départ du PDCI et de nombreux pro-Soro²¹, l'hégémonie du RHDP s'est renforcée depuis lors avec le retour d'anciens cadres pro-Soro et PDCI après l'élection (et la répression) de 2020. Ces ralliements témoignent de la capacité de digestion du parti au pouvoir et du système de privilège qui le caractérise aujourd'hui. Pour plusieurs, ces ralliements sont moins liés à un revirement idéologique

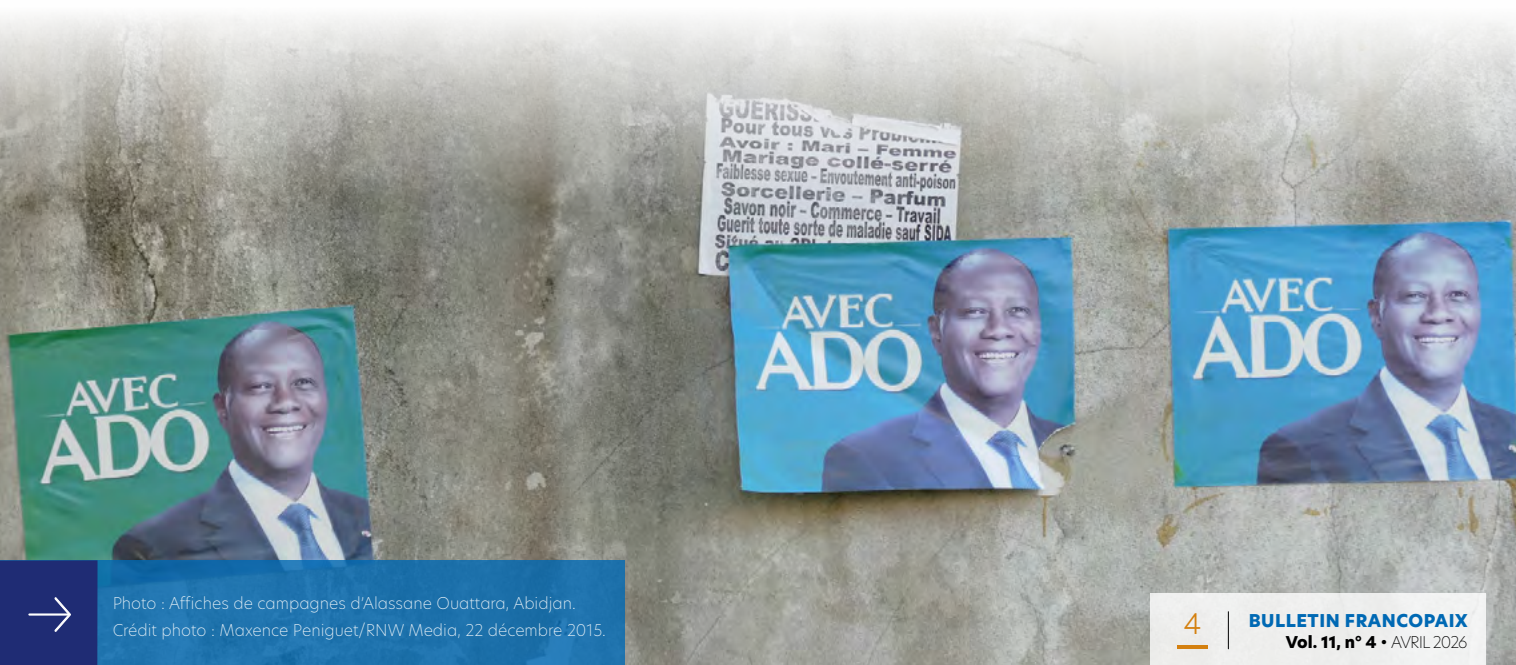


Photo : Affiches de campagnes d'Alassane Ouattara, Abidjan.
Crédit photo : Maxence Peniguet/RNW Media, 22 décembre 2015.

qu'à une forme de pragmatisme politique qui invite, voire oblige, à venir manger au «Restaurant» (sobriquet populaire du parti) pour rester en politique.

Cette hégémonie du parti est intimement déterminée par l'existence de ressources économiques, dont il ne manque pas, d'autant qu'il est adossé à l'État. Le régime Ouattara se caractérise en effet par des chevauchements importants entre champs politique et bureaucratique, et cette porosité s'illustre particulièrement bien dans la symétrie des positions à l'intérieur de l'État, du parti et de l'équipe de campagne. Le trio sur lequel repose la campagne au RHDP est ainsi parlant. Le vice-président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, est à la tête du Comité d'orientation stratégique, l'instance chargée de définir les grandes orientations de la campagne²². Les deux directeurs nationaux de campagne sont Gilbert Koné Kafana – président du directoire du RHDP (principal organe du parti), ancien ministre d'État et désormais haut représentant du chef de l'État, une fonction étatique créée pour lui en 2023²³ – et Robert Beugré Mambé, vice-président du directoire et premier ministre depuis 2023²⁴. De même, on compte parmi les directeurs nationaux adjoints des personnalités centrales de l'État, comme la présidente du Sénat et le président de l'Assemblée nationale, mais aussi de nombreux ministres.

L'exemple de Téné Birahima Ouattara, le frère du président, illustre bien ces multipositionnements, en tant que ministre d'État, ministre de la Défense, trésorier général du RHDP, directeur national de campagne adjoint ainsi que directeur central responsable de la trésorerie de la campagne. Cette symétrie des positions d'acteurs au sein de différents champs est révélatrice : plus que le parti, c'était bien l'État qui était en campagne.

Ces éléments suggèrent l'existence d'un fonctionnement relevant de l'État-parti. Dans ce contexte, la possibilité d'un tel coup K.O. n'est sans doute pas étrangère aux multipositionnements observés. Ce mécanisme n'est pas propre au régime Ouattara. En Côte d'Ivoire, la régulation sociopolitique a historiquement été basée sur des logiques de patronage permises par l'ampleur des ressources publiques liées à la rente des surplus agricoles (et notamment cacaoyer). L'État ivoirien est ainsi l'un des lieux centraux de l'accumulation économique et l'accès à ses ressources permet une redistribution large, qui a été l'une des conditions historiques de la stabilité politique du régime avant la crise économique de la fin des années 1980. Ce rôle clé de l'État et de ses ressources est particulièrement visible dans le fonctionnement du secteur café-cacao : l'État, via le Conseil Café Cacao (et la Caistab auparavant), vend

ses fèves de cacao par anticipation et fixe le prix d'achat. Ce système est censé protéger les producteurs des fluctuations des cours mondiaux. Ce contrôle sur la filière permet à l'État d'accumuler du capital économique, et notamment des devises étrangères. En outre, cette économie politique lui confère un pouvoir de régulation sociopolitique considérable²⁵. Celui-ci s'est illustré de nouveau lors de l'élection de 2025 : dans un contexte de hausse progressive du prix du cacao au cours des dernières années, la fixation, par Alassane Ouattara lui-même et en pleine campagne électorale, du kilogramme au prix record de 2800 F CFA²⁶ a pu contribuer au maintien d'un climat électoral apaisé²⁷. L'essor économique sans précédent que connaît le pays depuis 2011 a par ailleurs amené à une diversification des rentes de l'État, avec une explosion du secteur aurifère²⁸, mais aussi des ressources pétrolières et gazières²⁹. Ces ressources étatiques, diversifiées et multipliées sous le régime Ouattara, contribuent à renforcer le parti au pouvoir. Cette situation est largement liée aux profils sociologiques de l'élite au pouvoir depuis 2011. L'ouverture sans précédent de l'économie ivoirienne aux investisseurs étrangers est en partie rendue possible grâce à la présence d'une élite qui, à l'image du président, est largement internationalisée et proche des milieux d'affaires. Son pouvoir contribue ainsi à asseoir davantage l'hégémonie du parti.



Quand la stabilité justifie les resserrements autoritaires

La réélection d'Alassane Ouattara met enfin en lumière la façon dont la question de la stabilité justifie une restriction des libertés et un resserrement autoritaire. Le président sortant a légitimé sa candidature à un quatrième mandat en se présentant comme l'unique recours à l'instabilité politique, économique et sécuritaire dans un contexte sous-régional particulièrement tendu. Si ce discours est diffusé par le régime, il est également répandu dans la population et repris par les acteurs diplomatiques et économiques.



« Le régime Ouattara se caractérise en effet par des chevauchements importants entre champs politique et bureaucratique, et cette porosité s'illustre particulièrement bien dans la symétrie des positions à l'intérieur de l'État, du parti et de l'équipe de campagne. »

D'abord, l'essor économique du pays depuis la fin de la guerre produit une forme d'adhésion populaire, y compris chez des acteurs ayant toujours soutenu l'opposition. Ambivalente et difficile à mesurer, cette adhésion repose souvent sur une croyance dans un futur effet de ruissellement, nourrie par l'idée selon laquelle le développement économique et « l'émergence » ne peuvent qu'être bénéfiques pour le pays. Si la Côte d'Ivoire a toujours représenté une puissance économique sous-régionale notable, les difficultés économiques que connaissent les pays frontaliers de l'Alliance des États du Sahel (AES) accentuent cette position d'exception. Cette situation produit une forme de fierté nationale à laquelle adhèrent de nombreux Ivoiriens et qui a indirectement participé à la possibilité d'un tel « coup K.O. ».

Ensuite, les coups d'État militaires qui ont secoué le Mali, la Guinée, le Burkina Faso ou encore le Niger depuis 2020 contribuent à faire de la Côte d'Ivoire une figure de stabilité politique qui renforce le régime RHDP. Le maintien de ce dernier satisfait différents intérêts, dont ceux des investisseurs économiques pour qui la continuité dans les politiques libérales rassure. C'est également le cas pour les représentations diplomatiques occidentales, et ce, pour deux raisons : d'une part, parce qu'elles œuvrent pour les intérêts de leurs entreprises nationales ainsi que de leurs projets de développement, et, d'autre part, parce que les politiques économiques d'Ouattara — ancien directeur adjoint du FMI — résonnent en partie avec les politiques libérales européennes et leurs intérêts tant commerciaux que diplomatiques³⁰. Dans un contexte où l'AES, mais aussi le Sénégal, soutient une politique de rupture avec l'ancienne puissance coloniale, le maintien des relations avec la Côte d'Ivoire apparaît d'autant plus crucial pour la France. Si une transmission du pouvoir avait été moins coûteuse à défendre politiquement pour la France en termes d'image, cette situation géopolitique justifie de « laisser passer » un quatrième mandat. La menace djihadiste au nord du pays a également contribué à la réélection d'Ouattara³¹, en inquiétant à la fois une population encore marquée par la guerre de 2002-2011 et les diplomates européennes, soucieuses de préserver leur dernier allié militaire sous-régional. C'est notamment le cas de la France qui, malgré la rétrocession officielle de sa base militaire de Port-Bouët à Abidjan aux autorités ivoiriennes, a maintenu une coopération militaire avec les forces ivoiriennes et fait du pays une base de la lutte antiterroriste³².

Si ces logiques renforcent Alassane Ouattara de façon conjoncturelle, elles tendent à autoriser plus structurellement des logiques de resserrement autoritaire. Que ce soit pour la communauté internationale, les acteurs économiques ou une partie de la population et de l'électorat, le contexte sous-régional favorise indirectement l'adhésion à des régimes restreignant les droits et libertés de manière de plus en plus brutale et de moins en moins dissimulée. Ce discours de stabilité est repris par Ouattara et lui donne les mains libres. Cette promesse de sécurité, conjuguée à une

personnification du pouvoir autour d'une figure de chef providentiel, n'est pas propre à la Côte d'Ivoire. Sous d'autres horizons, une telle configuration a contribué à l'instauration de régimes dictatoriaux, ce qui interroge sur l'avenir démocratique du pays, mais aussi de ceux de la sous-région³³.

Conclusion : un système dépolitisant

Que ce soit pour les élections présidentielles ou les élections législatives de décembre 2025, peu d'électeurs se sont sortis aux urnes. Si ces chiffres sont souvent interprétés comme le signe d'une dépolitisation, les dynamiques précédemment évoquées suggèrent de retourner l'argument et démontre que c'est plus précisément le système RHDP qui travaille à dépolitiser. La double menace de la répression politique et des coups d'État militaire invite à se concentrer sur ses affaires pour assurer sa survie, dans un pays où la redistribution des fruits de la croissance se fait attendre³⁴. Cette dépolitisation est commode pour le régime, politiquement comme idéologiquement : elle limite le besoin de légitimation politique et sert une idéologie capitaliste en posant le travail individuel comme unique voie de salut³⁵. Cette idée est en effet largement véhiculée depuis la fin de la guerre. L'arrivée des élites ouattaristes correspond à la victoire d'un récit et d'un imaginaire dans lequel la réussite économique, les affaires et l'entrepreneuriat sont élevés au rang de remède. Cet imaginaire crée des espoirs qui doivent être pris au sérieux en ce qu'ils renforcent les bases idéologiques du régime. Ces dynamiques ne sont pas ivoiriennes ni africaines : elles touchent un nombre croissant de régimes néolibéraux qui restreignent les libertés fondamentales, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou encore en Amérique latine et en Asie. Elles invitent à réinscrire le quatrième mandat d'Alassane Ouattara dans des dynamiques politiques plus larges en cours et à nourrir une réflexion sur les effets structurants de ces transformations globales, dans une approche comparative des « Nords » et des « Suds ».

- 1 Sylvestre-Treiner A., « [En Côte d'Ivoire, le "crépuscule du pouvoir" du président Alassane Ouattara, réélu pour un quatrième mandat](#) », *Le Monde*, 27 octobre 2025.
- 2 Jeannin M., « [En Côte d'Ivoire, le parti présidentiel règne sans partage](#) », *Le Monde*, 30 décembre 2025. Pour une carte des résultats des élections législatives, voir le travail réalisé par [Les Afriques dans le monde](#).
- 3 Chahed N., « [Côte d'Ivoire : 85 morts et 484 blessés dans les violences électorales](#) », *Agence Anadolu*, 12 novembre 2020.
- 4 TV5 Monde, « [Côte d'Ivoire : une présidentielle dans le calme, mais boudée par une partie des électeurs](#) », *TV5 Monde Info*, 26 octobre 2025 ; Koudou E., « [Présidentielles 2025 : Wanep Côte d'Ivoire note un processus maîtrisé et une organisation satisfaisante](#) », *Fraternité matin*, 27 octobre 2025.
- 5 Cultures Monde, « [Élection présidentielle, un scrutin explosif](#) », *France Culture*, 20 octobre 2025.
- 6 Fulbert Woile Y., « [Côte d'Ivoire : 11 morts et 1658 interpellations dans les troubles pendant la présidentielle](#) », *Agence Anadolu*, 13 novembre 2025.
- 7 Le Monde avec AFP, « [Présidentielle ivoirienne : les autorités durcissent les interdictions de manifester à l'approche du scrutin](#) », *Le Monde*, 18 octobre 2025.
- 8 Laurent T. et Blazy L., « [Entre deux élections en Côte d'Ivoire, la paix grâce aux matraques](#) », *Mediapart*, 25 décembre 2025.
- 9 Laloupo F., « [Élection présidentielle en Côte d'Ivoire : l'alternance peut attendre...](#) », *IRIS*, 14 octobre 2025.
- 10 Jeannin M., « [Élection en Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara en position de force après l'exclusion définitive de ses principaux rivaux](#) », *Le Monde*, 9 septembre 2025. Cette décision, très politique, témoigne par ailleurs de la faible séparation des pouvoirs qui caractérise le système politique actuel, la présidente du Conseil constitutionnel, Chantal Camara, étant directement nommée par le président.
- 11 Le Monde avec AFP, « [Présidentielle en Côte d'Ivoire : les deux principaux partis d'opposition créent un "front commun"](#) », *Le Monde*, 20 juin 2025.
- 12 Amnesty International, « [Côte d'Ivoire. Les autorités doivent arrêter de réprimer les manifestations pacifiques à l'approche de l'élection présidentielle](#) », 16 octobre 2025.
- 13 Parti des Peuples Africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI), *Nahio, Haut-Sassandra, Rapport sur les attaques du village dans l'Ouest du pays*, 2025.
- 14 Sur le fonctionnement de ce système, voir Popineau C., *Faire la guerre, faire l'État. Sociohistoire de la rébellion des Forces nouvelles de Côte d'Ivoire (1990-2020)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1, 2023, p. 577-648.
- 15 Amnesty International, « [Côte d'Ivoire : l'horreur des violences post-électorales](#) », 18 novembre 2020.
- 16 Songon, A., « [Présidentielle : 44 000 soldats déployés pour un scrutin sécurisé et apaisé en Côte d'Ivoire](#) », Agence ivoirienne de presse, 24 octobre 2025.
- 17 Hofnung T., *La crise ivoirienne. De Félix Houphouët-Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, Paris, La Découverte, 2011.
- 18 Pour une analyse de cette hégémonie dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations de 2023, voir Montaz L., « "3 étoiles, 4 mandats" : la CAN 23, analyse d'un moment hégémonique », *Politique africaine*, 1, 2025, p. 165-187.
- 19 Sur ces dynamiques d'assimilation, voir Popineau C., *Faire la guerre, faire l'État*, op. cit., p. 670-690.
- 20 Afrik.com, « [Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix](#) », *Afrik.com*, 19 mai 2005.
- 21 Sur ce moment de fragilisation et son rôle dans les élections présidentielles de 2020, voir Banégas R. et Popineau C., « The 2020 Ivorian Election and the 'third term' debate. A crisis of 'Korocracy'? », *African Affairs*, 120(480), 2021, p. 461-477.
- 22 RHDP Officiel, « [Élection présidentielle 2025 : l'équipe de campagne RHDP prête pour une victoire éclatante](#) », 2 octobre 2025.
- 23 Diallo A., « [Côte d'Ivoire : dix choses à savoir sur Gilbert Koné Kafana, le nouveau patron du parti d'Alassane Ouattara](#) », *Jeune Afrique*, 2 mars 2022 ; Koné K., « [Côte d'Ivoire : Gilbert Koné Kafana nommé Haut Représentant du chef de l'État avec rang de président d'Institution](#) », *Koaci*, 29 septembre 2023.
- 24 RHDP Officiel, « [Organisation du RHDP](#) ».
- 25 Sur le fonctionnement de cette régulation sociopolitique, voir Fauré Y.-A. et Médard J.-F., *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982. Sur le rôle politique des rentes agricoles, et notamment du cacao, voir McGovern M., *Making War in Côte d'Ivoire*, Chicago, Chicago University Press, 2011 ; Losch B., *Le complexe café-cacao de la Côte d'Ivoire : une relecture de la trajectoire ivoirienne*, Thèse de doctorat, Université Montpellier 1, 1999.
- 26 Le Monde avec AFP, « [En Côte d'Ivoire, le prix du cacao fixé à un niveau record](#) », *Le Monde*, 2 octobre 2025.
- 27 Cette hausse s'est soldée par une crise importante, provoquant une baisse de 60% du prix du kilogramme quelques mois plus tard, à l'ouverture de la seconde campagne annuelle de cacao. Desorgues, P., « [De 2800 francs à 1200 francs CFA en cinq mois : comment expliquer la chute vertigineuse du prix du cacao en Côte d'Ivoire](#) », *TV5 Monde*, 10 mars 2026.
- 28 Chambre du commerce et de l'industrie France-Côte d'Ivoire, « [Secteur minier : la Côte d'Ivoire confirme son ascension et intègre le top 5 Africain en 2025](#) », 3 mars 2026.
- 29 Le Monde avec AFP, « [En Côte d'Ivoire, la production de pétrole et de gaz dépasse les prévisions](#) », *Le Monde*, 16 janvier 2025.
- 30 Si les réglementations européennes autour de la déforestation semblent relativiser ce constat du fait des impacts directs sur la filière en Côte d'Ivoire, la durée et l'ampleur des négociations qui ont précédé la mise en place du [RDUE](#) indique une logique commerciale qui se prolonge. Si l'Union européenne change ses standards environnementaux, elle cherche dans le même temps à trouver des arrangements pour limiter les impacts négatifs sur l'offre de cacao pour ses pays membres (aides financières, délais accordés, décalage très favorable de la date - désormais tardive - à partir de laquelle on fixe l'interdiction de la déforestation, etc.).
- 31 Jeune Afrique, « [Côte d'Ivoire : Ouattara muscle la lutte contre le terrorisme](#) », *Jeune Afrique*, 9 novembre 2021 ; Blazy L., « [La Côte d'Ivoire résiste à la menace djihadiste frontalière](#) », *La Croix*, 25 août 2025 ; International Crisis Group, « [Empêcher les jihadistes de pénétrer dans le nord de la Côte d'Ivoire](#) », *Briefing n° 192 Africa*, 11 août 2023.
- 32 La création d'une [Académie internationale de lutte contre le terrorisme](#), dans laquelle l'armée française joue un rôle de coopération important, en est une illustration.
- 33 Le Perroquet, « [Bénin : le pouvoir rafle tous les sièges, symptôme d'un verrouillage politique](#) », *Le Perroquet*, 19 janvier 2026.
- 34 Akindès F., « [On ne mange pas les ponts et le goudron](#) » : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire ». *Politique africaine*, 148(4), 2017, p. 5-26 ; Agence nationale de la statistiques, « [Pauvreté et inégalité](#) », *Chiffres clés de la Côte d'Ivoire*, juillet 2025, p. 29-32.
- 35 Pour une dynamique similaire étudiée dans le cadre de l'aide au développement, voir Ferguson J., « The Anti-Politics Machine : Development, Depoliticalization and Bureaucratic Power in Lesotho », University of Minnesota Press, 1994.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Sarah-Myriam Martin-Brûlé

en compagnie de membres et chercheur-e-s de la Chaire Raoul-Dandurand, a reçu Pawel Markiewicz, directeur exécutif du bureau situé à Washington de l'Institut polonais d'affaires internationales, pour une discussion sur le thème « (Un)Safe Waters. The Baltic Sea Region and the Redefinition of Security in the Euro-Atlantic Space ». La consule générale de Pologne Izabela Fabjańska-Potapczuk était aussi présente à cette rencontre.

→ Pauline Baudu

a participé à un colloque organisé par la Maison des affaires publiques et internationales et le Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale de l'Université de Montréal. Elle est intervenue lors d'une table ronde abordant les enjeux, notamment, des risques systémiques liés aux changements climatiques et de l'intégration des savoirs autochtones par les Forces armées canadiennes.



Photo : Bulletin de vote unique des présidentielles ivoiriennes de 2025.
Crédit photo : Blessingedi76, Wikicommons, 25 octobre 2025.

→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTRICE EN CHEF

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Directrice du Centre FrancoPaix

Professeure titulaire, Université Bishop's

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt

Chercheur, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Nadège Compaoré

Professeure adjointe, Université de Toronto

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

